L'Orient- Le jour 24-3-2020

Et si d'un coup de baguette magique...

par Riad OBEGI*, Viviane NAÏMY et Fouad ZMOKHOL**

Depuis quelques mois, depuis plusieurs lourdes semaines, notre pays est plongé dans une psychose de la dette publique qui désormais dépasse les 90 milliards de dollars. Les autorités affirment que les prochaines échéances de cette dette seront impossibles à honorer et ont d'ores et déjà suspendu le remboursement des eurobonds, en commençant par ceux qui sont arrivés à échéance le 9 mars (d'un montant de 1,2 milliard de dollars).

Cet événement, une première pour le Liban, met les Libanais dans un désarroi assez compréhensible, d'autant que ses conséquences sont à l'heure actuelle difficilement prévisibles en termes de dépréciation monétaire (avec ses retombées graves sur le pouvoir d'achat), de saisie de biens publics à l'étranger ou de bradage d'actifs de l'État. S'ajoute à cela une incertitude délétère qui a pour origine un capital control effectif mais non encore légalisé et la menace d'un haircut dont les contours et l'ampleur sont indéfinis.

En effet, d'aucuns considèrent que la part de la dette publique dans le produit intérieur brut (PIB) ne doit pas dépasser les 80 % pour un pays comme le Liban. Comme elle est actuellement de plus de 180 %, ce qui s'est produit était inévitable et, désormais, l'urgence, la priorité et l'ardente obligation sont de réduire ce ratio à tout prix, quels qu'en soient les sacrifices.
Mais imaginons un instant que nous nous réveillions sur la nouvelle incroyable que toute notre dette publique a été effacée d'un coup de baguette magique. Serait-ce la fin de nos maux ? Cela rendrait-il l'État plus efficace et plus efficient ? Cela ferait-il disparaître la corruption et la gabegie ? Cela installerait-il un filet social pour les Libanais les plus démunis ? Cela générerait-il une croissance économique saine et durable ?

L'expérience du Liban des trente dernières années montre qu'il n'existe pas une relation de cause à effet entre la dette et la performance économique de l'État et de la société, mais que la relation est exactement l'inverse, et que ce serait la performance qui déterminerait la dette. Les zélotes de la dette se dépêchent de nous rassurer sur le fait que le magicien utilisera la baguette pour nous mener au pas et que nous aurions à la fois l'amélioration de la performance et le paiement de la dette.
Ouvrons d'abord une parenthèse pour rappeler les origines de cette dette. Depuis la fin de la guerre, des politiques monétaires et budgétaires à courte vue, dispendieuses, manquant de souffle et sans générosité à l'égard des citoyens les moins favorisés ont généré un ressentiment, une inefficacité économique et un surendettement. Par effet de retour, cela a maintenu la croissance à un niveau sous-optimal.

Heureusement, la force intrinsèque de l'économie libanaise, les transferts privés des Libanais de la diaspora et d'importants flux de capitaux de l'étranger ont permis de financer à la fois une certaine prospérité et la gabegie, mais masquant aussi les lacunes du modèle.
Ayant refermé la parenthèse, imaginons maintenant que notre réveil soit accueilli par la nouvelle tout aussi incroyable d'un État devenu performant, social, libéré de toute corruption et générant de la croissance. Il ira de soi que la dette pourra être résorbée en quelques années et ne posera d'ailleurs aucun problème puisqu'elle aura un objet utile et pourra même être augmentée.
On le voit, le paiement de la dette n'est pas essentiel. C'est le fonctionnement de l'État qui l'est. Si donc nous n'avions droit qu'à un vœu, un seul, cela ne devrait certainement pas être le paiement de la dette mais plutôt l'amélioration du système.

Par quoi commencer ?

Il paraît évident qu'il faut d'abord définir une vision pour le pays. L'État n'est après tout qu'un instrument au service de la nation. La vision devrait être en ligne avec la nature du Liban, qui est un pays levantin, caractérisé par la joie de vivre, le sens du beau, la qualité de l'éducation, la convivialité, l'innovation et le goût pour le commerce et la finance. À ces caractéristiques presque ataviques – et qu'on retrouve chez les Libanais partout dans le monde –, il conviendrait d'ajouter un souci d'excellence et une exigence éthique. Sans expliciter davantage, nous croyons que cela désigne les industries de la culture et de la connaissance comme axes privilégiés de l'économie libanaise.

Nous ne saurions conclure sans évoquer le cataclysme (le Covid-19) qui touche le monde et ses répercussions sur le Liban. Paradoxalement, cela renforce notre argumentation. En effet, pour échapper à une dépression à l'instar de celle de 1929, les pays développés devront injecter d'immenses liquidités dans l'économie mondiale et accepteront, pour eux-mêmes, de très hauts coefficients de dettes. Normalement, cela préjuge d'une très forte hausse de l'inflation. En d'autres termes, cela signifie que l'État libanais, lorsqu'il devra rembourser, le fera avec une monnaie dépréciée (le dollar, par exemple aura dans le futur un pouvoir d'achat inférieur à celui d'aujourd'hui).
Concentrons-nous donc plutôt sur le développement de nos capacités, l'amélioration de notre modèle, la prise en compte des moins chanceux d'entre nous, et la dette sera réglée de surcroît.

Riad OBEGI*, Viviane NAÏMY** et Fouad ZMOKHOL***
*Docteur en économie, président-
directeur général de la Banque
BEMO et du groupe Obegi.
**Professeure de finance, doyenne
de la faculté de gestion des affaires
et de sciences économiques à
Notre Dame University- Louaïzé.
***Professeur de stratégie managériale, président du Rassemblement des
dirigeants et chefs d'entreprise
libanais dans le monde
(RDCL World)